



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Déclaration solennelle de la Libre Pensée à la veille des élections présidentielle et législatives

À la veille des **élections présidentielle et législatives** qui viennent, la **Fédération nationale de la Libre Pensée** entend préciser ses analyses et revendications. Fidèle à sa tradition, elle ne donnera aucune consigne de vote, car comme le disait **Jean Macé**, fondateur de la **Ligue de l'enseignement**, association amie de la **Libre Pensée** : « *Nous ne sommes pas là pour faire les élections, mais pour faire des électeurs* ». Chaque libre penseur, chaque laïque par définition, est libre de voter ou ne pas voter aux élections selon son propre choix.

La **Libre Pensée** ne s'érigera donc pas en directrice des consciences, car elle place, au-dessus de tout, la défense et la promotion de la **liberté de conscience**. Et c'est à la mesure de ce principe qu'elle peut s'inscrire dans le débat public et indiquer ce qu'elle pense de ce qui a été fait au cours de ce quinquennat qui s'inscrit dans l'aggravation des quinquennats précédents.

Dans quelle situation sommes-nous ?

Rappelons ce que disait la **Résolution générale du Congrès national 2021 de la Libre Pensée** à Voiron (Isère) : « *Il est indispensable de voir que la question de l'unité est totalement prégnante, à tous les niveaux, depuis un certain temps. Au-delà de la nécessaire recherche de l'efficacité, qui est une donnée intemporelle, une autre question se fait jour.*

La crise de la « représentation politique » à tous les niveaux et dans toutes les composantes de la société, ouvre un nouveau champ d'expérimentation. La Libre Pensée ne peut prétendre à cette représentation politique ni même à la construction de celle-ci. Mais elle doit participer à la réflexion à tous les niveaux et sur tous les plans à cette réflexion. Aucune composante du mouvement ouvrier, laïque et démocratique n'a la solution clés en main, et chacun compare, analyse et recherche.

L'échange d'analyses et d'informations (tant en interne qu'en externe) est devenue indispensable pour forger une opinion aujourd'hui. La question d'un endroit d'expression, à l'initiative de la Libre Pensée, doit être mise à l'étude. Le problème du calendrier électoral existe, il est un obstacle, mais il permet aussi les plus grands échanges, pour peu que nous restions sur notre terrain propre.

Le mouvement se cherche à travers différentes formes et réessaie des solutions anciennes à l'épreuve des exigences nouvelles. C'est d'ailleurs pour cela que la forme prend l'apparence de « mouvements » plutôt que de structures rigides et figées. Mais le « mouvement » n'est pas un mollusque, il lui faut une certaine colonne vertébrale. Et les « appareils » ne sont pas morts, même s'ils sont mal en point.

*La forme très particulière des choses aujourd'hui combine les deux aspects : mouvements et appareils. C'est l'originalité de la situation. Nul ne peut dire ce qu'il adviendra de tout cela pour l'avenir. Mais il y a une donnée historique : les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets. Du désordre actuel naîtra nécessairement un autre ordre : « **Ordo Ab Chao** » (du chaos à l'ordre).*

C'est en quelque sorte un retour à 1848, mais avec toute l'expérience acquise. Cela ira donc plus vite. Ce n'est pas de la nostalgie, mais l'expression de la volonté d'en tirer le bilan pour avancer. »

Le gouvernement le plus réactionnaire de la Ve République, et pourtant, il y a du monde sur le podium !

C'est presque impossible à croire, mais les gouvernements **Macron/Philippe** et **Macron/Castex** ont dépassé dans l'horreur réactionnaire tous les pires gouvernements de la Ve République et il y en a eu !

En matière sociale, Emmanuel Macron parachève la destruction des acquis sociaux des salariés, mise en œuvre par **Nicolas Sarkozy** et **François Hollande**. Tous les gouvernants, de droite et de « *gauche* », se sont soumis à l'économie de marché capitaliste et ses corollaires : Union européenne, **OTAN**, suivi aveugle et inconditionnel des **USA** dans leur politique de destruction et de pillage des nations et des peuples, opérations néocoloniales (**OPEX**), tout cela encadré par la **Doctrine sociale de l'Eglise** devant laquelle droite et « *gauche* » ont apporté leurs bénédictions et plié le genou. Il ne faut pas voir d'autres raisons que celles-ci dans l'implosion et la disparition programmée du **Parti socialiste** et de la « *gauche* ». Mais les organisations syndicales des travailleurs continuent d'exister et d'agir et cela constitue un point d'appui indéniable pour la classe ouvrière et la jeunesse.

En matière de Fonction publique, Emmanuel Macron a continué son travail néfaste entrepris sous la houlette de **François Hollande** qui, lui-même continuait ce qu'avait entrepris **Nicolas Sarkozy**. Les Fonctions publiques ne sont que champs de ruines, laminées par les règles appliquées de l'économie de marché. Ce n'est plus l'objectif de rendre un service au public, mais d'être le moins coûteux possible et le plus « *rentable* ». Mais là aussi, la résistance des fonctionnaires se manifeste grandement et limite la casse.

En matière d'enseignement public, à tous les niveaux, **Emmanuel Macron** a amplifié les principes de l'enseignement privé catholique mis en œuvre par ses prédécesseurs, dont le fameux « *caractère propre* », en faisant implorer littéralement l'unicité de l'enseignement des savoirs et des pratiques. Les fonds publics se sont encore déversés à flots continus pour l'enseignement privé catholique, au nom des lois anti-laïques de **Debré** à **Blanquer**. La remise en cause du **baccalauréat** est sur le point de trouver sa finalité par sa disparition pure et simple comme premier diplôme universitaire. La Recherche scientifique n'a jamais été mise autant sous le boisseau de la recherche du profit capitaliste à un tel niveau. La tentative de la chasse aux sorcières contre « *les islamo-gauchistes* » qui ne visait qu'à mettre au pas les universitaires, les chercheurs et les étudiants a été brisée dans l'œuf par la résistance du monde universitaire.

En matière d'embrigadement de la jeunesse, ce gouvernement a mis en œuvre les projets des gouvernements précédents : Le **Service national Universel** pour faire marcher au pas, saluer le drapeau, obéir, toujours obéir et pour cela, comme le rappelait **Albert Einstein** : « *pas besoin d'un cerveau, une moelle épinière suffit* ». **Emmanuel Macron** n'offre comme seule perspective : « *Engagez-vous et vous verrez du pays* ». Pourtant la résistance se manifeste puissamment par le refus massif des jeunes de faire le **SNU**. Le nombre d'inscrits est le désaveu le plus manifeste de la politique gouvernementale.

Mais ce gouvernement subit des échecs. Le vote, le 13 janvier 2022, par **l'Assemblée nationale** de la **proposition de loi portant Réhabilitation collective des 639 Fusillés pour l'exemple de la Première Guerre mondiale**, au-delà l'aspect profondément émotionnel et symbolique, est la marque du rejet croissant par tous les corps de la société du « *macronisme* ». Il y a source à méditer sur ce qui s'est passé, qui engage et engrange l'avenir. Nous remercions vivement le député de Seine-Saint-Denis **Bastien Lachaud (La France Insoumise)** de ne pas avoir lâché la proie pour l'ombre et nous remercions les **Groupes parlementaires** de la **France Insoumise, Communiste et Socialiste** d'avoir apporté leur puissant concours à cette œuvre de justice. La **Libre Pensée** tient aussi à remercier l'ensemble des députés qui, au-delà de leurs appartenances politiques, ont eu le cœur et la conscience de rendre leur honneur aux **Fusillés pour l'exemple** et à leurs familles. Si le **Sénat** s'inscrit dans cette œuvre humaine, nous pourrions clore à jamais ce triste épisode de la barbarie humaine. Nous savons pouvoir compter sur les **Groupe Communiste, Socialiste et Ecologiste** pour que cette proposition soit inscrite à l'ordre du jour du Sénat après l'élection présidentielle.

En matière de libertés publiques et démocratiques, Emmanuel Macron a fait pire que **Nicolas Sarkozy** et **François Hollande**, ce qui n'est pas un « *mince exploit* ». Nous n'avons plus les droits véritables de nous réunir, de contester, de manifester, de nous exprimer comme nous voulons. On impose aux organisations syndicales et étudiantes un mode opératoire décidé par le gouvernement : « *Ceci est autorisé et surtout, cela est interdit, voilà comment vous devez penser et agir* ». On est passé de la pensée unique à la pensée totalitaire. Nous sommes véritablement sous la fêrule pesante **des violences de l'Etat policier**. La **liberté d'association** est gravement remise en cause par le **Contrat d'engagement républicain**. La seule base sur laquelle repose ce gouvernement, le seul moyen de ce gouvernement, c'est une répression violente de tous ceux qui conteste sa politique. Les victimes éborgnées, mutilées, décédées, emprisonnées, brisées se comptent en nombre. C'est à croire que **Macron/Darmanin** sont en compétition avec **Papon** et **Marcellin** pour monter sur le podium de la répression.

En matière d'accueil des étrangers et du respect qui leur est dû, l'ignominie a été portée à son comble. On traite les musulmans et les migrants comme on traitait les Juifs et les « *métèques* au moment des prolégomènes (**Décrets Daladier** de 1938) du **Régime de Vichy** ». La haine xénophobe et raciste s'étale au grand jour dans les *médias*

mainstream, mais ils ne sont que le relais de la politique inhumaine du gouvernement **Macron/Castex/Darmanin**. C'est cette politique barbare qui nourrit les discours et les actions de l'extrême-droite qui ne sont que les porte-voix hurlants du « *macronisme* ». Le racisme et la xénophobie sont devenus la politique courante et officielle des pouvoirs publics, au nom du principe ignoble que le musulman et le migrant sont responsables de tous les problèmes, et ces agissements xénophobes, racistes de gauche et de droite, sont à vomir.

Le pire du pire : la loi « Séparatisme »

Cette loi restera comme la **loi infâme** d'**Emmanuel Macron** par excellence. Elle porte en elle—même toutes les tares du régime bonapartiste en décomposition. Le putride le dispute à l'ignoble. C'est une loi profondément anti-laïque et antidémocratique, elle remet en cause la liberté de conscience, la Séparation des Eglises et de l'Etat, la laïcité, la liberté d'association et des associations.

C'est pourquoi, la **Libre Pensée** interviendra dans les élections législatives en faisant questionner les candidats à la députation pour leur demander de s'engager à abroger la loi « **Séparatisme** ». Cet engagement sera la ligne de démarcation entre les démocrates et les autoritaires. Et la **Libre Pensée** le fera connaître dans les circonscriptions électorales.

À l'issue des élections législatives, la **Libre Pensée** s'adressera aux associations laïques et aux militants de la laïcité pour engager le processus décidé au **Congrès national de Voiron** : avancer dans la constitution d'une **Confédération laïque des penseurs libres** avec toutes celles et tous ceux qui partagent en tout ou partie les positions de la Libre Pensée. Le contenu et la question centrale posée pour cette action seront l'abrogation de la loi « **Séparatisme** » et de la **loi Debré**.

Pour l'abrogation :

- **Des lois antilaïques de Debré à Blanquer !**
- **De la loi « Séparatisme » et du Contrat d'engagement dit « républicain » !**
- **Des ordonnances et des lois antisociales !**
- **Des décrets scélérats sur le fichage des militants !**
- **De la loi « Sécurité globale » !**
- **Du Service National Universel !**

Il est temps d'agir pour que chacun prenne sa destinée en main pour balayer la Ve République, ce régime antidémocratique, antilaïque et anti-social, né d'un coup d'Etat le 13 mai 1958, que la Libre Pensée n'a jamais cautionné

Pour terminer cette déclaration solennelle, la **Libre Pensée** rappelle sa déclaration publique du 13 octobre 2021 : « *Toute cette analyse conduit la Libre Pensée à estimer que, plus que jamais, il s'agit de sauver la **Démocratie représentative** contre toutes les menaces qui pèsent contre elle.*

Le choix est de plus en plus clair :

- *Ou la mise en place d'un régime de plus en plus autoritaire. Jusqu'où et jusqu'à quand ?*
- *Ou la parole revient au peuple, c'est-à-dire aux citoyennes et aux citoyens, par la mise en œuvre de l'élection d'une Constituante libre et souveraine, par un coup majeur porté aux institutions de la Ve République.*

Tel est le choix que la Libre Pensée estime nécessaire de poser publiquement dans la période qui s'ouvre, notamment liée aux échéances électorales qui viennent, mais pas seulement. Le mouvement social peut aussi porter avec force cette revendication. »

**Qui se chargera de cette bataille de la Démocratie ?
Telle est la question qui se pose avec force !
À chacun d'y répondre.**

Paris, le 1^{er} mars 2022

**Si vous voulez en savoir plus sur les analyses et propositions de la Libre Pensée :
Procurez-vous l'Arguments N°16 de la Libre Pensée auprès des Libres Penseurs**

Hier, aujourd'hui, demain

Quand la III^e République achève l'édification démocratique de la République bourgeoise pour achever l'œuvre de la Révolution française vers l'émancipation politique des citoyens, quand le mouvement ouvrier se constitue en s'appuyant sur cette étape franchie pour avancer vers l'émancipation sociale et économique de l'Humanité, le mouvement démocratique et laïque – aux avant-postes duquel se trouvait la Libre Pensée, comme la fraction la plus « radicale » au sens que donnaient les Anglais dans leur lutte contre la Monarchie –, était uni dans la diversité de ses composantes vers cet idéal libérateur qu'est la laïcité comme garante de la liberté de conscience.

Les points de vue sur la façon de mener ce combat et surtout sur les finalités de cette action firent émerger des divergences dans les différents mouvements organisés. Après que de solides bases aient été édifiées (lois sur la liberté syndicale, de presse, sur les associations, sur les libertés politiques, consacrées par les lois de 1884, 1886, 1901) et les institutions scolaires et républicaines bâties (lois de 1881, 1882, 1886, 1904 et 1905), il était évident que pour franchir une nouvelle étape, la confrontation des points de vue était indispensable.

Des révolutions, des expériences réussies ou ratées amenèrent des avancées et des reculs parfois lourds de conséquences.

Aujourd'hui, nous sommes revenus à une situation où réapparaissent ces débats et ces exigences en s'appuyant sur les leçons que l'on a pu tirer collectivement de tout cela.

Ce numéro 16 de la série *Arguments* vise à faire le point sur un certain nombre de questions, notamment où nous en sommes pour savoir où aller et comment y aller.

La Libre Pensée se veut être le creuset où les réflexions peuvent se mener. Elle vous appelle à la rejoindre pour mener ces débats et ces combats.



Les Éditions de la Libre Pensée



ARGUMENTS DE LA LIBRE PENSÉE

FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE
FÉVRIER 2022 - PLUVIOSE CCXXII

16

Apprendre - Comprendre - Agir

Contributions de Christian EYSCHEN
Résolutions et communiqués de la FNLP

Analyses problématiques

pour une programmation
du débat



Les Éditions de la Libre Pensée

5 €